

INTERVENTION DE PHILIPPE CORDAT POUR L'UNION REGIONALE CENTRE-VAL DE LOIRE DE LA CGT A LA MANIFESTATION A BOURGES DU 12 JANVIER 2019

Cher-e-s amis, cher-e-s camarades,

La ville de Bourges se trouve depuis quelques jours sous la pression du gouvernement, de son ministre de l'intérieur, dans un véritable contexte d'état de siège.

Pour faire taire les revendications et la colère du peuple, le gouvernement est prêt à tout.

Recours à des déploiements des forces policières en nombre, à l'utilisation de blindés, d'armes et de munitions pour anéantir et blesser les manifestants.

Recours à une véritable propagande de guerre avec des médias de plus en plus asservis au monde des affaires qui cultivent en boucle un climat de violence, de peur et de division pour réduire les manifestations et peser sur ceux qui les soutiennent mais restent encore en attente.

Macron et son gouvernement, par le recours au déploiement exceptionnel des forces de police et le renfort de la justice, ont multiplié les arrestations, les mises en garde à vue, les condamnations et incarcérations pour discréditer ceux qui manifestent et pour instaurer un climat de peur dans l'opinion publique pour leur permettre d'échapper aux revendications légitimes qui s'expriment dans tout le pays.

A ce jour, de source officielle, il y a eu depuis le 17 novembre 6475 interpellations, 5339 garde à vue, plus de 1000 condamnations dont 372 convocations en audience correctionnelles, 63 condamnations à une peine de prison avec sursis, 58 condamnations à une peine de 1 mois de prison ferme, 13 à un travail d'intérêt général et 40 relaxes.

Toujours depuis le 17 novembre, près de 200 personnes avaient été placés en détention.

A ce bilan, il faut additionner plus de 2000 blessés dont certains très graves. Des amputations, des mains arrachées par des tirs de grenades, des tirs en pleines tête avec perte des yeux, plusieurs personnes sont dans le coma et onze ont perdu la vie.

Il faut également noter que 53 personnes ont déposées plainte auprès de la police des polices contre le déchainement de la violence policière.

Cette violence d'Etat justifiée par la présence de casseurs dans les manifestations montre à quel point ce pouvoir au service de la finance et des fortunés craint la montée en puissance des luttes dans les entreprises et des luttes populaires.

Depuis plus de un an se multiplient des actions et manifestations massives des personnels des maisons de retraites, des hôpitaux, des personnels de l'action sociale, des cheminots, des salariés, des raffineries, de la production et de la distribution de l'électricité et du gaz. Quasiment tous les secteurs ont été touchés par ces actions des salariés qui se sont opposés aux politiques austéritaires de l'Union Européenne au nom desquelles, ils cassent et restructurent les services publics et nos systèmes de protection sociale.

Salariés et usagers se battent depuis des mois pour défendre et rénover les services publics.

C'est sous la pression des grandes multinationales du fond monétaire international et de l'Union Européenne qu'ils privatisent, qu'ils s'attaquent aux retraites, aux salariés, à la sécurité sociale, à l'indemnisation du chômage pour aggraver toujours plus les inégalités entre les citoyens, entre les territoires pour accentuer une mise en concurrence au service exclusif des profits des grands groupe et des gains de leurs dirigeants et actionnaires.

Depuis maintenant deux mois, les gilets jaunes sont entrés dans une dynamique de mobilisations dans la

durée avec des manifestations toutes les semaines et l'objectifs de ralentir et bloquer l'économie. Depuis quelques jours ce sont les stylos rouges dans l'éducation nationale qui sont entrés en action avec la grève des notes.

Toutes et tous dans des formulations quelque fois différentes se battent parfois sans même en avoir conscience contre les politiques dictées par les gouvernements à la manœuvre, dans l'Union Européenne et le fond monétaire international dont celui de notre pays.

Malgré toutes les manœuvres politiciennes du gouvernement et de sa majorité, les pressions du patronat pour diviser les salariés, acheter la paix sociale, le mécontentement et la colère s'amplifient.

Les salariés actifs, retraités, la jeunesse et plus largement le peuple en ont assez du mépris du patronat, de cette caste au pouvoir qui espère gagner du temps pour continuer à poursuivre la mise en œuvre de ces contre réformes régressives avec l'organisation de débats et consultations dans lesquels les maires ont été invité à porter la cuisine du gouvernement.

Après les différentes réformes des collectivités territoriales qui ont accentué le désengagement de l'Etat, confisquées de plus en plus les pouvoirs de décision des citoyens, mis en cause les communes ils voudraient prendre en otage les élus locaux, faire croire au peuple en colère qu'il suffit d'une simple ouverture au dialogue pour que tout rentre dans l'ordre voulu du capital.

Les revendications posées sont connues et pas d'hier : augmentation des salaires, des retraites, des minimas sociaux, reconquête de la sécurité sociale financée par le salaire socialisé et géré par les travailleurs, reconquête d'un maillage de service public qui restaure l'égalité des citoyens dans la république quel que soit leurs ressources, leur âge et leur domiciliation.

Restauration de l'ISF et mise en œuvre d'une réforme fiscale juste et égalitaire.

Celles et ceux qui manifestent, aujourd'hui, pour la neuvième fois réclament comme nous à la CGT que la démocratie ne soit plus bafouée.

Rappelons-nous le référendum sur la constitution européenne, les gouvernements successifs ont fait le choix de piétiner depuis 2005 et le vote majoritaire des citoyens.

Regardons aussi comment la puissance publique méprise le rejet par la population des plans régionaux santé, des fermetures d'hôpitaux, de maternités ou de bureaux de poste.

Les salariés, les citoyens en ont assez de cette vie de galère, de cette société dans laquelle d'un côté une minorité accumule des fortunes considérables par l'exploitation du travail salarié, le pillage des fonds publics, la spéculation financière et immobilière pendant que l'autre côté plus de 25 millions de femmes, d'hommes et d'enfants sont plongés dans la pauvreté, l'exclusion du droit au travail, au logement, à se soigner, pouvoir vivre dignement.

Le mécontentement et la colère sont légitimes, mais nous le savons à la CGT par expérience, que ce sont les masses qui changent le cour des choses et permettent d'obtenir des avancées sociales et démocratiques.

Pour l'abandon de la loi travail qui a détruit une grande partie du code du travail, des droits des salariés, un million de travailleurs mobilisés n'a pas suffi.

C'est donc bien plus nombreux, plus rassemblés dans les luttes avec la détermination de bloquer l'économie pour les faire plier que nous gagnerons.

Parmi les gilets jaunes, le rejet de la politique, des institutions est vif, la méfiance à l'égard du syndicalisme voir la non reconnaissance existe aussi. Nous respectons, à la CGT, le souci de l'indépendance des acteurs engagés dans l'action depuis le 17 novembre.

Mais à tous ceux-là, à tous ceux qui ne sont pas encore entrés dans l'action alors que nous avons des revendications communes, nous les invitons à réfléchir à l'urgence de développer la convergence des luttes et entrer toutes et tous en lutte.

Nombreux comme nous à la CGT, sont engagés dans le combat pour conquérir la souveraineté politique du peuple. C'est tous ensemble que nous gagnerons, pas

les uns sans les autres ou les uns contre les autres mais bien rassemblés dans l'action sur des revendications communes avec au cœur de la bataille la conquête d'avancées sociales et démocratiques.

La CGT appelle ses syndicats à multiplier partout les consultations pour proposer l'action sur les revendications partout. Elle invite tous ceux qui ne sont pas encore dans l'action à rejoindre ceux qui sont mobilisés.

La CGT a décidé de ne pas participer aux rencontres décidées par Macron et ses valets. Elle rappellera partout ses revendications mais n'apportera pas sa caution à une nouvelle union sacrée entre les syndicats, les politiques et les patrons pour enterrer les revendications ?

A la CGT nous faisons le choix de développer les luttes et nous exigeons qu'aucune discussion officielle et décisions ne soit prise en dehors du contrôle des salariés et des citoyens.

Tous ensembles organisons partout des débats pour confronter les exigences revendicatives et décider dans toutes les entreprises et localités de passer à l'action pour gagner.